



Les stratégies et priorités prônées depuis longtemps par l'OIE font la preuve de leur efficacité

21/07/2010 La complexité des urgences sanitaires dans un monde globalisé exige des stratégies efficaces reposant à la fois sur des bases scientifiques et sur une expérience pratique avérée afin de réduire les menaces futures.

La crise récente de grippe pandémique à virus H1N1 2009 a montré combien il est crucial de prendre en compte les menaces globales persistantes à l'interface homme-animaux-écosystèmes. Elle a également révélé qu'une approche concrète, transparente et cohérente, reposant sur des avis scientifiques de haut niveau comme sur l'expérience pratique est vitale pour gérer ces menaces et conserver une crédibilité politique au niveau national comme au plan international.

L'OIE fournit les conseils nécessaires à ses Membres pour les aider à prévenir et à contrôler les foyers de maladies graves. Au cours de ces dernières années, l'Organisation a constamment réaffirmé que l'amélioration de la gouvernance des systèmes de santé animale, qui incluent le secteur public comme le secteur privé, constituait le moyen le plus efficace pour préserver la santé animale dans le monde et la santé humaine en cas de zoonose.

Lorsque le monde a été frappé par la crise de l'influenza aviaire, l'OIE était pratiquement seul à prôner dès le début de 2003 le renforcement à long terme de la gouvernance vétérinaire mondiale. Il s'agissait non seulement de combattre l'influenza aviaire mais aussi, grâce aux investissements affectés par la suite pour contrôler cette maladie, de promouvoir des mécanismes durables capables de prévenir et de contrôler les foyers d'autres maladies animales émergentes ou ré-émergentes, naturelles ou provoquées.

Ce message était destiné notamment aux pays en développement ou en transition. L'OIE a démontré que l'échec d'un seul pays dans le contrôle de foyers de certaines maladies animales risquait de mettre à mal l'ensemble de la planète. L'OIE a toujours prôné également la solidarité des pays les plus riches vis-à-vis des pays en développement car il est vital d'apporter à ces pays les plus pauvres le soutien qui leur est nécessaire, dans l'intérêt de l'ensemble de la communauté internationale et des générations à venir puisqu'il s'agit là d'un concept de type « gagnant-gagnant ».

À la suite de plusieurs enquêtes économiques conduites par l'OIE, la plupart des acteurs concernés admettent aujourd'hui que la prévention des crises sanitaires d'origine animale grâce à la détection précoce des foyers et aux mécanismes de riposte rapide intégrés aux systèmes nationaux de surveillance vétérinaire représente un coût insignifiant comparativement aux coûts sociaux, économiques et environnementaux d'une épizootie grave.

Dans les pays riches, les filières animales sont constamment menacées par la réintroduction de maladies qui ont été éradiquées au prix d'investissements considérables. Dans la plupart

des cas, ces incursions de maladies sont de nouveau éradiquées à grands frais mais les pays restent exposés au risque. La meilleure réponse consiste à améliorer la gouvernance en matière de santé animale et à renforcer les Services vétérinaires dans les pays les plus pauvres où les maladies continuent de prospérer.

Au cours de ces dernières années, l'OIE a développé ses actions de renforcement des capacités afin d'aider ses Membres à appliquer correctement les normes qu'il établit. Cette approche facilite l'application des deux principes fondamentaux du contrôle des maladies animales, à savoir la détection précoce d'une maladie émergente ou ré-émergente dès qu'elle apparaît (chaque minute compte lorsqu'il s'agit d'arrêter la dissémination d'un agent pathogène) et la riposte rapide à l'incursion par l'abattage en urgence des animaux infectés et des animaux en contact (tout en respectant les normes de bien-être animal de l'OIE afin d'empêcher toute souffrance inutile des animaux à abattre). En dehors de ces situations d'urgence, la vaccination demeure, bien entendu, un outil essentiel pour prévenir et contrôler les maladies animales.

L'OIE met régulièrement sur pied des séminaires de formation destinés aux décideurs nationaux ainsi qu'aux Délégués et aux points focaux nationaux (6 représentants par pays) nommés par ses 176 Membres.

L'application stricte des normes de l'OIE, comme le fait le Japon confronté actuellement à un épisode grave de fièvre aphteuse, est l'approche la plus performante et la plus efficace face à ce type de situation.

Avec l'aide de plusieurs bailleurs de fonds, l'OIE soutient la bonne gouvernance des Services vétérinaires nationaux afin de répondre aux défis actuels et futurs en recourant à la procédure dite PVS. L'outil d'évaluation des performances des Services vétérinaires, mis au point par l'OIE (Outil PVS), est utilisé pour évaluer les capacités mais surtout pour aider les Membres de l'OIE à préparer leurs programmes d'investissements nationaux destinés à remédier aux écarts normatifs constatés. Cette analyse des insuffisances aide à identifier les priorités d'investissement et procure aux financeurs qui acceptent l'approche de l'OIE une justification solide des réformes et des investissements recommandés sur la base des ressources nationales et/ou externes disponibles.

L'OIE continuera d'affirmer que l'amélioration de la santé animale grâce à des Services vétérinaires efficaces constitue un bien public mondial. L'Organisation continuera également d'aider les pays en fixant des normes à cet effet et en organisant, sur demande, des consultations et des missions d'experts. L'approche scientifique de l'OIE qui fait appel à l'expérience pratique et au bon sens pour la gestion des foyers de maladies est conservée dans son 5e Plan stratégique qui a été adopté par tous les Membres de l'Organisation en mai 2010.

Bernard Vallat